



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le **30 MARS 2015**

Affaire suivie par : Edith VIGNARD
et UT DREAL : Thierry JULIEN

Tél. : 04-26-52-22-08

Fax : 04-26-52-21-62

Courriel : ddpp@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2015089 - 0041

**portant mise en demeure
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

à l'encontre de la société SOLE MIO à Malissard

**Le Préfet de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02-2777 du 19 juin 2002 autorisant la société SOLE MIO sise à Malissard, zone artisanale du Guimand, à exploiter une usine de fabrication de pizzas surgelées à Malissard ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014210-0023 du 29 juillet 2014 relatif à la mise à jour du tableau des rubriques ;

VU le rapport d'inspection du 7 juillet 2014 faisant suite à la visite du 26 juin 2014 ;

VU le rapport et les propositions en date du 11 mars 2015 de l'Inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport du 11 mars 2015 susvisé ;

CONSIDERANT que les suites de l'inspection du 26 juin 2014 n'ont pas toutes été soldées ;

CONSIDERANT que les prescriptions liées aux dispositions relatives à la protection contre la foudre n'ont pas été réalisées ;

CONSIDERANT que l'installation de réfrigération à l'ammoniac a été mise en service sans vérification préalable ;

CONSIDERANT que l'installation présente des risques d'incendie, des risques de pollution de l'eau, des risques de fuite de gaz toxique ;

CONSIDERANT que l'installation, en l'état, peut présenter des conséquences, en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société SOLE MIO, sise à Malissard, ZA du Guimand, est mise en demeure de respecter, **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- le point 8.8.4 (relatif à la mise en place d'un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de la chambre froide, sauf des moyens de secours) de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2014210-0023 du 29 juillet 2014 qui remplace le chapitre 8 de l'annexe de l'arrêté n° 02-2777 du 19 juin 2002.
- l'article 8 (relatif aux dispositions relatives à la protection contre la foudre) de l'arrêté préfectoral n°2014210-0023 du 29 juillet 2014 qui modifie le point 6.2.5 de l'annexe de l'arrêté n° 02-2777 du 19 juin 2002.
- le premier alinéa du chapitre 13 (relatif au respect des prescriptions de l'arrêté du 16 juillet 1997 : installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène) de l'article 11 de l'arrêté préfectoral n° 2014210-0023 du 29 juillet 2014 qui complète l'annexe de l'arrêté n° 02-2777 du 19 juin 2002.

Les non conformités identifiées lors de la visite sur l'installation de réfrigération à l'ammoniac qui seront précisées par les conclusions de la visite initiale de l'installation pourront faire l'objet d'un échéancier de mise en conformité qui ne dépassera pas six mois.

- la troisième phrase du point 14.1 (relatif à la détection incendie dans le local de stockage du bois) du chapitre 14 de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n°2014210-0023 du 29 juillet 2014 qui complète l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 02-2777 du 19 juin 2002.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée des installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Malissard,
- Monsieur le Directeur de la société SOLE MIO.

Valence, le 30 MARS 2015

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général



Etienne DESPLANQUES